

Droit des libertés (fiche nationale)

RNCP38205 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 7
Sigle	MASTER — Master
Code(s) NSF	120, 128
Formacode(s)	13231, 13287, 13274, 13237
Code(s) ROME	K1404, K1901, K1902, K1903
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	31/12/2028

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040**UNIVERSITE DE MONTPELLIER · SIRET : 13002979600013****UNIVERSITE GRENOBLE ALPES · SIRET : 13002608100013****UNIVERSITE DE STRASBOURG · SIRET : 13000545700010**<https://www.unistra.fr/>**UNIVERSITE DE CAEN NORMANDIE · SIRET : 19141408500016**

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

Le master est un diplôme national de l'enseignement supérieur conférant à son titulaire le grade universitaire de master. Il confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivré.

Le master atteste l'acquisition d'un socle de connaissances et de compétences majoritairement adossées à la recherche dans un champ disciplinaire ou pluridisciplinaire. Le master prépare à la poursuite d'études en doctorat comme à l'insertion professionnelle immédiate après son obtention et est organisé pour favoriser la formation tout au long de la vie.

Les parcours de formation en master tiennent compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

ACTIVITÉS VISÉES

- Conseil juridique sur les droits de l'Homme, dont le droit des minorités, à destination des administrations, des entreprises ou des institutions
- Veille juridique en matière de libertés publiques et de droits fondamentaux
- Formation, notamment dans des ONG et associations, auprès des administrations publiques, entreprises et groupes d'intérêts
- Conseil et réalisation de médiations lors de différends internes ou externes impliquant le droit des libertés
- Montage et suivi de dossiers contentieux, de plaintes ou de communications en matière de droit des libertés
- Plaidoyer et représentation des groupes d'intérêts

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
 - Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
 - Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
 - Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
 - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation
 - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
 - Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère
 - Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
 - Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
 - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
 - Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
 - Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
 - Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles
- Compétences spécifiques de la mention
- Analyser les enjeux d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable
 - Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
 - Appliquer les méthodologies du droit des libertés à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
 - Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des libertés afin d'éclairer leurs actions
 - Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit des libertés afin de garantir leur bonne mise en œuvre
 - Traiter les informations émanant de sources du droit des libertés afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources
 - Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des libertés
 - Analyser la jurisprudence nationale, internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
 - Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit des libertés
 - Identifier les différentes sources d'information nationales, internationales et européennes afin de réaliser une veille juridique complète
 - Suivre le fonctionnement des institutions nationales, internationales et européennes pour en maîtriser les enjeux
 - Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales et européennes
 - Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques
 - Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
 - Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
 - Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
 - Maîtriser l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
 - Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
 - Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
 - Identifier des outils de prévention et gestion des risques de violation des libertés et les mettre en œuvre
 - Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger les libertés

- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision
 - Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
 - Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)
 - Identifier le régime juridique interne, international et européen des différents actes aux fins de leur élaboration
 - Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
 - Participer à la définition d'une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
 - Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
 - Rédiger des actes juridiques
 - Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) en vue de la résolution du litige
 - Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
 - Contribuer à l'élaboration d'une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
 - Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
 - Rédiger les mémoires à l'appui de recours devant les instances nationales, européennes et internationales
- Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP38205BC01 — Mettre en oeuvre les usages avancés et spécialisés des outils numériques

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les usages numériques et les impacts de leur évolution sur le ou les domaines concernés par la mention
- Se servir de façon autonome des outils numériques avancés pour un ou plusieurs métiers ou secteurs de recherche du domaine

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC02 — Mobiliser et produire des savoirs hautement spécialisés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Mobiliser des savoirs hautement spécialisés, dont certains sont à l'avant-garde du savoir dans un domaine de travail ou d'études, comme base d'une pensée originale
- Développer une conscience critique des savoirs dans un domaine et/ou à l'interface de plusieurs domaines
- Résoudre des problèmes pour développer de nouveaux savoirs et de nouvelles procédures et intégrer les savoirs de différents domaines
- Apporter des contributions novatrices dans le cadre d'échanges de haut niveau, et dans des contextes internationaux
- Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes en respect des évolutions de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptée en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC03 — Mettre en œuvre une communication spécialisée pour le transfert de connaissances

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation

- Communiquer à des fins de formation ou de transfert de connaissances, par oral et par écrit, en français et dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC04 — Contribuer à la transformation en contexte professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Gérer des contextes professionnels ou d'études complexes, imprévisibles et qui nécessitent des approches stratégiques nouvelles
- Prendre des responsabilités pour contribuer aux savoirs et aux pratiques professionnelles et/ou pour réviser la performance stratégique d'une équipe
- Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique dans le cadre d'une démarche qualité
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC05 — Analyser, assister et conseiller sur des problématiques de droit des libertés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Analyser les enjeux d'une situation factuelle afin d'opérer la bonne qualification juridique et déterminer le droit applicable
- Construire les stratégies contentieuses d'argumentation en identifiant les questions juridiques dans un litige afin d'en analyser la teneur et d'y répondre
- Appliquer les méthodologies du droit des libertés à un contexte factuel pour appréhender la situation juridique pertinente
- Concevoir, à destination des particuliers, entreprises ou pouvoirs publics, des documents de compréhension et d'aide à la décision sur toutes les problématiques liées au droit des libertés afin d'éclairer leurs actions
- Participer à la définition de politiques, de législations et de réglementations nationales en conformité avec le droit des libertés afin de garantir leur bonne mise en œuvre
- Traiter les informations émanant de sources du droit des libertés afin de les intégrer aux données provenant d'autres sources
- Produire une analyse juridique et stratégique permettant de répondre à des problématiques liées au droit des libertés
- Analyser la jurisprudence nationale, internationale et européenne afin d'en maîtriser la portée et le contenu pertinents dans le contexte
- Conseiller dans des situations de litige impliquant la mise en œuvre du droit des libertés

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC06 — Réaliser une veille juridique en droit des libertés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les différentes sources d'information nationales, internationales et européennes afin de réaliser une veille juridique complète
- Suivre le fonctionnement des institutions nationales, internationales et européennes pour en maîtriser les enjeux
- Utiliser de manière appropriée le vocabulaire technique lié aux organisations internationales et européennes

- Procéder à l'articulation des normes de divers ordres juridiques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC07 — Vérifier le respect du droit des libertés dans le fonctionnement d'une entité

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier les problématiques juridiques des différentes stratégies de l'entité afin de protéger ses intérêts
- Proposer des stratégies juridiques pour l'entité
- Travailler en équipe pour gérer un projet juridique
- Maîtriser l'environnement juridique dans lequel évolue l'entité pour en tenir compte
- Procéder à une veille juridique générale et sectorielle
- Identifier les compétences et attributions des différents services internes et externes à l'entité
- Identifier des outils de prévention et gestion des risques de violation des libertés et les mettre en œuvre
- Prendre part au pilotage de l'entité afin de protéger les libertés

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC08 — Fournir un appui juridique à la prise de décision en droit des libertés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et analyser les objectifs, besoins et contraintes ainsi que l'environnement d'une entité afin de la conseiller et d'orienter la prise de décision
- Présenter les différentes options juridiques susceptibles de répondre aux objectifs et besoins
- Exposer les opportunités et risques des différentes options de façon à permettre la prise de décision (bilan coût/avantage des options)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC09 — Négocier et rédiger des actes juridiques en droit des libertés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier le régime juridique interne, international et européen des différents actes aux fins de leur élaboration
- Identifier les points de convergence et de divergence entre les parties
- Participer à la définition d'une stratégie de négociation permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Organiser et mener les négociations pour défendre les intérêts de l'entité
- Rédiger des actes juridiques

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

RNCP38205BC10 — Gérer un contentieux en appliquant le droit des libertés

LISTE DE COMPÉTENCES

- Sélectionner le forum et le mode de règlement le plus adapté (transaction, médiation, conciliation, arbitrage, juridictions étatiques, juridictions européennes et internationales) en vue de la résolution du litige
- Identifier les points litigieux en évaluant les risques pour conduire le processus de gestion du différend
- Contribuer à l'élaboration d'une stratégie contentieuse permettant de défendre les intérêts de l'entité
- Identifier et collecter les éléments de preuve afin de soutenir la stratégie contentieuse
- Rédiger les mémoires à l'appui de recours devant les instances nationales, européennes et internationales

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc. Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

69.10 : Activités juridiques

84.11 : Administration publique générale

94-99-11 : Services fournis par des organisations de défense des droits de l'homme

99 : Services extraterritoriaux

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

- Juriste dans des associations et ONG nationales ou internationales
- Juriste-conseil, rapporteur auprès de certaines juridictions et autorités administratives indépendantes
- Juriste en droit des libertés dans des administrations centrales ou collectivités territoriales
- Juriste en droit des libertés au sein d'organisations internationales : ONU, Union européenne, Conseil de l'Europe
- Médiateur

Après réussite à un concours :

- Fonctionnaire de catégorie A et A+ (administration nationale, territoriale ou hospitalière)
- Avocat en droit public, droit international et/ou européen
- Fonctionnaire international ou européen

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Modérée (3/5) Moyenne pondérée par l'emploi ; les familles ci-dessous s'échelonnent de 3 à 4 sur 5.
Facteurs principaux	Lien formation-emploi, Manque de main-d'œuvre disponible
Salaire médian (mensuel)	2 462 €
Diplôme le plus fréquent	Diplôme de niveau bac+5 ou plus (doctorat, master ou équivalent) en sciences humaines et droit (58 % des actifs en emploi)
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats · tension 3/5 (Modérée) P3X90 — Professionnels du droit · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	4 050
Jugés difficiles à recruter	41 %
Emplois saisonniers	5 %
Familles professionnelles (FAP)	L5X91 — Juristes et avocats P3X90 — Professionnels du droit

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant ou non contribué aux enseignements

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 752 €
Prise en charge	Branches concernées
8 752 €	Valeur par défaut · 213 branches

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	31/12/2028
Date de dernière délivrance possible	31/12/2031

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS
RNCP34083

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF
<https://www.unicaen.fr/>
<https://www.umontpellier.fr/>
<https://www.unistra.fr/>
<https://www.univ-grenoble-alpes.fr/>

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/38205/>

Où se former

Formations référencées	4
Organismes	2
Régions couvertes	2
Prix indicatif	2 775 € – 3 750 €
Durée	477 – 998 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	1
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	1
Montant total engagé	1 671 €
Coût moyen par dossier	1 671 €
Durée moyenne	477 h
Période	08/2026
France compétences	90 %
Reste à charge titulaire	10 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.